FOREIGN SERVICE OF THE UNITED STATES OF AMERICA

SECURITY: UNCLASSIFIED PRIORITY: AIR POUCH

TO: Department of State 755.00/6-3050

FROM: Brussels 882, June 30, 1950 1 enclosure

REF: --

SUBJECT: GOVERNMENT DECLARATION

For Dept. use only
OFFICE OF EUROPEAN AFFAIRS
RECD JUL 5
1950 JUL 6 [illegible]
EUR UNDER
DEPT OF STATE
INFO FR DCR NEA UNA OLI IE USUN E COM ECA

The Duvieusart Government presented its policy declaration to the Chamber on June 28 and it is expected that the Government will receive its vote of confidence early next week. The declaration itself was notable for its vagueness and verbosity. A few items should be mentioned:

1. The Government expresses its gratitude to the Prince Regent. This is to steal the thunder of the Socialists who are planning a demonstration in honor of the Regent on July 8th to which the P.S.C. will not be invited.

2. Royal Question. As soon as the Government has received its vote of confidence the Houses will be called into joint session to remove the legal barrier to the King's return by voting the application of the law of July 19, 1945. This will end the impossibility of reigning and assure the respect of Article 60 of the Constitution. Article 60 simply provides that the King's powers are hereditary.

3. Foreign Policy. The main lines of Belgian foreign policy remain unchanged. The Government will continue to seek greater international cooperation especially in the Atlantic community. The Benelux Union will be pressed forward. This means that since Belgium has obtained concessions within the E.P.U. it is now once again anxious to arrive at the stage of Benelux Union. There was no mention of Korea (see Embassy despatch No. 884 of June 30, 1950) or of the Schuman Plan.

4. Colonies. Belgian sensitiveness on the Congo is reflected in the declaration which stated that "within the framework of international obligations /Belgium/ will maintain her sovereignty." Government also refers indirectly to Point IV by stating that it will welcome European and especially Belgian technicians in Africa. By implication American technicians are less welcome.

5. Industry. The Government plans to use some of the ECA grants which were obtained during the recent E.P.U. negotiations to reequip Belgium's depressed coal mining industry. The funds could not be put to better use.

CBWOOD:mh

c 755.00/6-3050

DEPARTMENT OF STATE A/CDC/MR
REVIEWED BY J.L. Smith DATE NOV 1 7 1982
RDS☐or XDS☐EXT. DATE
TS☐ EXEMPT REASON(S)
DOS☐ OE EXISTING MARKINGS
DECLASSIFIED☐ RELEASABLE☑
RELEASE DENIED☐
PA or FOI EXEMPTIONS

1950

ACTION COPY — DEPARTMENT OF STATE

The action office must return this permanent record copy to DC/R; file with an endorsement of action taken.

6. Tax reform is planned. The chief aim will be to stimulate the country's economy.

7. Education. The Government hopes to increase the number of years of required [illegible]ucation. There will also be an attempt to give parents a re[illegible]ice between Church and non-Church education. This imp[illegible]nat subsidies to Church schools will be augmented, because [illegible]resent the non-Church schools receive more Government support than the Church schools which means that in many cases the non-Church schools charge no tuition while the Church schools are forced to charge some tuition.

8. Justice. Although the cases of minor wartime collaborators will be examined, there will not be the mass amnesty which was demanded by the Flemish extremist group, the Concentration Flamande.

Robert McClintock

Robert McClintock
First Secretary of Embassy

Enclosure: (for Desk Officer)

French text of Government Declaration of June 28, 1950.

Single enclosure to Brussels despatch
No. 882 of June 30, 1950.

DECLARATION DU GOUVERNEMENT.

Le 28 juin

Mesdames, Messieurs,

Le fondement de la démocratie belge réside dans la Constitution qui, en son article 25 dispose que tous les pouvoirs émanent de la Nation et qu'ils sont exercés de la manière établie par la Constitution.

Le Gouvernement qui se présente aujourd'hui devant vous considère qu'il n'a pas de devoir plus impérieux que de respecter à la fois nos institutions fondamentales et la volonté de la Nation.

Celle-ci, exprimée par le suffrage sincère de tous les hommes et de toutes les femmes de ce pays, a permis par la constitution d'une majorité homogène de former un gouvernement qui peut aborder dans la clarté d'un programme d'ensemble et les perspectives de stabilité indispensables, la solution des grands problèmes de l'heure.

La présente formule gouvernementale est, plus que toute autre, conforme à l'esprit de nos institutions et aux vœux du corps électoral, lassé des coalitions où s'estompent les responsabilités, et désireux d'assurer la stabilité du pouvoir exécutif sous le contrôle d'une opposition vigilante.

« La démocratie », a-t-on dit dans cette Assemblée, « exige que chaque fois que la possibilité se présente de respecter la volonté de l'électeur, cette possibilité soit saisie. La démocratie exige que les luttes politiques soient prises au sérieux, que les arguments échangés au cours de la campagne électorale n'apparaissent pas sans valeur. Toute autre conception conduit à une diminution du rayonnement du régime, les citoyens finissant par perdre tout intérêt dans les idées politiques et toute confiance dans les hommes. ».

* * *

Le Gouvernement poursuivra, dans le cadre de la Constitution et des lois, la solution du problème royal. Il demandera à cet effet l'application de la loi du 19 juillet 1945, dès que les Chambres auront terminé la discussion de la présente déclaration. Cette procédure mettant fin à l'impossibilité de régner du Roi, assurera le respect de l'article 60 de la Constitution, seul fondement du pouvoir royal.

Pour le surplus, la consultation populaire, décrétée par le parlement, a fait apparaître qu'après l'ouragan des années de guerre et les problèmes effroyables qu'elles ont posés, la Nation souhaite voir nos institutions reprendre leur cours normal.

L'intérêt du pays est de reconstituer autour du Trône l'union de toutes ses forces, de reconnaître les services rendus durant la guerre, sur et hors le territoire, et de faire œuvre de justice et de réconciliation.

Cette œuvre sera poursuivie dans le respect des personnes et des opinions légitimement exprimées. Elle bannira tout ressentiment et toute exclusive.

Le gouvernement restera attentif à toutes les initiatives qui pourront promouvoir et faciliter sa réalisation.

* * *

Ce fut une faveur providentielle pour la Belgique de pouvoir compter, au moment où le Roi était dans l'impossibilité de régner, sur le dévouement du second fils du Roi Albert. Sa dette vis-à-vis de notre dynastie n'a fait ainsi que s'accroître.

La fin de la régence donnera au pays l'occasion de remplir à l'égard de S. A. R. le Prince-Régent des devoirs de justice dans la reconnaissance.

Le Gouvernement proposera aux Chambres réunies une adresse de gratitude envers le Prince-Régent qui a bien mérité de la patrie.

* * *

Le rétablissement de l'ordre constitutionnel comporte également certaines mesures qui doivent assurer le fonctionnement efficace des institutions démocratiques. Celles-ci sont mises à une dure épreuve par le poids des charges qu'elles doivent affronter. Elles ne peuvent s'y montrer inférieures.

Aussi, le Gouvernement priera-t-il le Parlement d'accepter un effort tout particulier pour résoudre, dans les semaines à venir, les problèmes urgents qui se sont accumulés dans le domaine budgétaire et législatif.

Il demandera aux Chambres d'examiner de toute urgence les projets de budget pour 1950 ainsi que les feuilletons d'ajustement pour 1949.

Il saisira très rapidement le Parlement du premier feuilleton d'ajustement du budget de 1950 et mettra tout en œuvre pour que soient déposés, à la date légale, les projets de budget pour 1951.

Le Gouvernement a pris déjà, par le dépôt d'un projet de loi, la première mesure qui permettra de normaliser les conditions de fonctionnement de nos administrations en régularisant la situation des agents temporaires. Il entend poursuivre cette opération avec la plus grande diligence et recherchera, en même temps, tous les moyens de nature à rationaliser l'administration et en accroître l'efficience.

Son attention se portera en tout premier lieu sur le régime de rétribution et de pension du personnel des services publics, qui doit être revisé.

Il portera au rang de ses premières préoccupations l'établissement d'un projet de loi d'ensemble sur les organismes parastataux. Ceux de ces établissements dont le maintien en marge des cadres traditionnels des administrations publiques se justifie, verront leur statut juridique précisé et seront soumis à un système efficace de contrôle.

* * *

Toute la puissance de l'Etat, organe d'une démocratie efficiente, sera mise au service d'un triple objectif :

le développement de la prospérité nationale;
le progrès social, culturel et moral;
le rayonnement international et la défense de la paix.

Développement de la prospérité nationale.

Au delà des idéologies interventionnistes ou libérales, le Gouvernement poursuivra, en matière économique, une politique réaliste d'orientation et d'appui. Il s'efforcera de créer les conditions les plus favorables à l'épanouissement de l'initiative et de l'effort privés, complétant cette œuvre par son action propre pour la réalisation concrète du plus grand bien de la collectivité.

Il considère qu'une des grandes responsabilités des sociétés démocratiques est de promouvoir l'emploi optimum dans le respect de la liberté individuelle et de la justice sociale.

Au moment où il prend le pouvoir, il constate, d'une part, que l'économie belge n'est pas loin des plus hauts niveaux d'activité connus dans les années passées, et, d'autre part, que le chômage

malgré les résultats déjà obtenus par une politique énergique d'emploi, se maintient dans l'état qu'il avait atteint à la même époque de 1949.

Et cependant, — il faut le dire clairement, — il n'existe en Belgique aucun indice de déflation, que l'on entende ce terme dans le sens d'une déflation de la demande ou dans celui de la déflation de la monnaie.

C'est donc dans des raisons plus profondes et par le fait même plus graves, qu'il faut trouver l'explication du chômage.

Abstraction faite de circonstances particulières propres à certaines activités ou qui ont leur origine dans les caractéristiques de la législation belge en la matière, le chômage trouve sa principale cause dans le fait que l'augmentation de la productivité individuelle ne s'est pas accompagnée d'un développement équivalent de la production globale de la nation, par défaut d'expansion du commerce extérieur et des investissements à l'intérieur. En d'autre termes, le Gouvernement est confronté avec un problème d'emploi qui résulte non tant d'une régression de la conjoncture économique belge, que de l'évolution de la structure économique de la Belgique, de l'Europe et même du monde.

C'est dans l'épanouissement de l'économie nationale que le Gouvernement cherchera à la fois le moyen de remettre au travail les forces en chômge et de soutenir, sur le terrain même de la compétition internationale, le niveau des revenus et le caractère progressif de la législation sociale.

Par dessus les problèmes de répartition qui divisent les hommes, la création du revenu national les unit.

A cette œuvre nous convions le pays tout entier.

Cette action sera poursuivie sur le plan intérieur et sur le plan extérieur.

Agriculture.

Le Gouvernement est pleinement conscient du rôle primordial de l'agriculture dans l'ensemble de l'économie nationale.

Dès à présent, les progrès techniques réalisés par la population agricole ont abouti à une augmentation de rendement telle que, dans certains secteurs, la production déborde du marché intérieur et doit trouver son placement sur les marchés extérieurs.

C'est pourquoi le Gouvernement appliquera une politique qui, défendant les intérêts légitimes de l'agriculture sur le marché intérieur, assurera les conditions les plus favorables à l'exportation de sa production excédentaire. Tout en maintenant, notamment dans le cadre de la réalisation de l'Union économique avec les Pays-Bas, les mesures de sauvegarde indispensables à la rentabilité de l'agriculture, il soutiendra et développera les travaux de recherches scientifiques destinés à améliorer les conditions de production agricole et il encouragera, par une politique de crédit appropriée, l'équipement des exploitations agricoles.

Il poursuivra l'étude systématique de la distribution des produits agricoles.

Industrie.

L'assainissement de l'industrie charbonnière constitue une des conditions fondamentales de la viabilité de l'ensemble du système industriel du pays.

A cet égard, le Gouvernement continuera à appliquer la politique inaugurée par le Gouvernement précédent.

Il proposera à cette fin les mesures législatives nécessaires : aménagement du fonds de garantie des dégâts miniers, projets de loi modifiant les lois minières en vue de faciliter les formalités administratives préalables aux déchéances et aux remembrements de concessions.

D'autre part, pour permettre à l'industrie charbonnière de supporter la nécessaire réadaptation des prix de la houille, il stimulera le rééquipement des mines, en dotant de nouvelles ressources la politique de crédit déjà pratiquée par l'attribution d'une partie des fonds Marshall.

Le progrès fondamental de l'équipement économique du pays sera renforcé par une politique d'investissement active s'exerçant notamment dans le sens d'une réduction du taux de l'intérêt.

Classes moyennes.

Les classes moyennes trouveront dans l'ensemble de cette déclaration une série de propositions qui stabiliseront leur situation et consacrent le rôle important qu'elles assument dans la vie sociale et économique : la place faite aux classes moyennes dans les lois d'organisation de l'économie sera le plus sûr garant de leur sort.

Au surplus, le Gouvernement entend améliorer les facultés de crédits ouvertes aux petites et moyennes entreprises, ainsi que leurs conditions de distribution.

Commerce intérieur.

L'un des efforts qui s'imposent le plus impérieusement à l'ad tation de l'économie belge aux nécessités actuelles se trouve d le secteur de la distribution des marchandises. Le Gouvernement entend proposer aux Chambres législatives un ensemble de positions propres à y aider : réforme du registre de commer loi sur les baux commerciaux, instauration d'une marque nation de garantie et législation assurant la loyauté des transacti commerciales et la protection du consommateur.

Commerce extérieur.

Cette action intérieure doit trouver son prolongement dans nouvel effort d'exportation.

Dans toute la mesure des moyens du pays, le Gouvernement d nera son concours à toutes les initiatives qui peuvent conduir l'expansion internationale des échanges, tout en tenant compte nécessaire équilibre entre les importations et exportations tota

Il secondera et, s'il le faut, il provequera par les initiatives secteur public, les efforts de la production belge pour le dével pement des marchés traditionnels du pays et la conquête nouveaux débouchés. Il appuiera une politique active de cré à l'exportation tendant à utiliser, au mieux du rayonnement int national du pays, le concours des institutions bancaires et fin cières, ainsi que la technique de l'Office national du Ducroire.

Communications.

Le Gouvernement poursuivra l'assainissement de la Société nat nale des Chemins de Fer belges, notamment dans le doma financier.

Il soumettra au Parlement des projets de loi établissant statut nouveau pour les sociétés de tramways dont les concessi sont venues à expiration.

La coordination des transports sera traitée dans un es décidé à faire prévaloir une solution harmonieuse des intérêts cause, convenant à l'ensemble de l'économie nationale.

Un nouveau statut de la radiodiffusion sera incessamment sou au Parlement; il tendra à améliorer les prestations que le pu appartenant aux diverses régions du pays, attend de ce serv Le Gouvernement restera également attentif au développement problèmes touchant à la télévision.

L'industrie touristique a pris dans notre pays une place n'est plus contestée. Cette place est appelée à s'élargir à mes de la libération du mouvement international des personnes et l'amélioration du niveau de vie des populations. Le Gouvernem entend encourager cette branche d'industrie de tous les moy à sa disposition, notamment par la mise en valeur des riches touristiques nationales et par une large campagne de publi nationale et internationale.

Travaux publics.

La politique des travaux publics sert actuellement un dou but : développer l'équipement économique et social du pays lutter contre le chômage.

Au premier point de vue, le Gouvernement veillera à amélio l'équipement portuaire, les voies navigables et fluviales, ainsi le réseau routier, en vue de permettre l'épanouissement de t le potentiel économique du pays, sans distinction de régions, d le cadre d'une économie européenne.

Au second point de vue, il intégrera la politique de trav publics à une politique coordonnée d'emploi de la main-d'œu disponible. Il s'appuiera en cette matière sur la collaboration pouvoirs subordonnés. Il assouplira la procédure relative à l'e cution des travaux, de façon à en activer le rythme.

Reconstruction.

La réparation des dommages de guerre aux personnes et biens jouit d'une priorité de justice et de droit. Le Gouvernem accélérera et assouplira la procédure en vigueur.

Ceci implique une adaptation de la législation, ainsi qu'u réorganisation de certains services administratifs.

Les fonds de la Caisse autonome des Dommages de Guerre ser engagés de façon accélérée. Le bénéfice du déblocage de l'empr de l'assainissement monétaire sera étendu graduellement à nouvelles catégories de sinistrés.

Finances et monnaie.

La réalisation de tous ces objectifs postule le développement l'épargne, et celui-ci repose à son tour sur une saine gestion finances publiques et sur l'intégrité de la monnaie.

L'équilibre financier général du pays forme un tout, dont l'équilibre budgétaire constitue un des éléments.

Après de longs efforts, le pays est parvenu, au point de vue monétaire, à un équilibre stable entre les prix et salaires d'une part, et les moyens de paiement de l'autre. La balance des paiements est équilibrée. Le gouvernement entend ne donner son assentiment à aucune mesure, ni inflatoire, ni déflatoire, qui puisse rompre cette stabilité.

Dans ce cadre, les efforts du Gouvernement tendront à développer l'épargne productive, sous les diverses formes qu'elle peut revêtir.

Il présentera au Parlement un projet de loi attribuant à l'Etat, selon la règle, le produit de la réévaluation de l'encaisse d'or et de devises de la Banque Nationale de Belgique. Il a l'intention de constituer, au moyen du produit de la réévaluation, une réserve de trésorerie qui, suivant l'évolution de la situation économique, pourra être affectée au financement de travaux productifs ou au remboursement de dettes de l'Etat.

L'équilibre du budget ordinaire sera assuré de façon réelle et sincère. Il est indispensable que soit respectée effectivement la sage disposition de la loi du 15 mai 1846, selon laquelle « toute demande de crédit faite en dehors de la loi annuelle des dépenses, doit indiquer les voies et moyens qui seront affectés aux crédits demandés ».

La compression des dépenses administratives sera poursuivie avec une vigueur accrue. Avec la collaboration de la commission mixte instituée par la loi du 1er juin 1949, les dépenses de l'Etat seront inventoriées, reconsidérées dans leurs principes et leurs modalités et adaptées aux besoins strictement indispensables.

L'assainissement financier des divers secteurs de l'économie qui absorbent encore d'importants subsides de l'Etat, sera parachevé.

Dans le domaine fiscal, le Gouvernement mènera à bonne fin, dans un délai rapproché, la réforme générale des impôts sur les revenus. Basée sur le vaste travail élaboré sous les Gouvernements précédents, cette réforme s'inspirera de quelques idées maîtresses : nécessité de créer un climat stimulant de l'économie, justice fiscale distribuant les charges selon les facultés contributives individuelles, simplification dans toute la mesure compatible avec l'indispensable aménagement social, économique et familial de la fiscalité.

Le Gouvernement se propose, d'ailleurs, d'étendre dans le même esprit son effort de simplification au domaine des impôts de consommation et des impôts sur la circulation juridique des biens.

Quelques mesures urgentes s'imposent immédiatement : le Parlement sera appelé à statuer sans délai sur un projet de loi consacrant, sous réserve d'un aménagement plus résolument familial, le barème des impôts retenus à la source, mis en vigueur depuis le 1er janvier 1950 et qui comporte, outre une large péréquation des minima exonérés, divers dégrèvements en faveur des petits et moyens contribuables.

Le projet de loi contiendra également, pour l'exercice 1951, certaines améliorations des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, dont l'entrée en vigueur ne pourrait être retardée davantage.

La simplification et la rationalisation de la procédure fiscale seront recherchées afin d'aboutir à une résorption rapide de l'arriéré existant dans le contentieux en matière d'impôts directs.

La liquidation des séquestres et des organismes de guerre, notamment de la Banque d'Emission, se fera selon des modalités qui seront incessamment proposées au Parlement.

Des mesures seront prises pour que le retard provoqué par la guerre dans la reddition des comptes généraux soit apuré rapidement.

Les titres de l'emprunt de l'assainissement monétaire issus des avoirs monétaires bloqués en octobre 1944, sont une autre séquelle de la guerre. Le Gouvernement s'attachera à rechercher les moyens d'activer leur remboursement.

* * *

Progrès social, culturel et moral.

La politique sociale du Gouvernement consacrera la dignité de la personne humaine dans l'organisation de l'économie, et s'assignera pour objectifs le progrès de la sécurité sociale et du statut familial et le développement de la vie intellectuelle.

Organisation de l'économie.

L'édifice, dont la base est le Conseil central de l'Economie, sera complété par la création très prochaine de conseils professionnels. Le fonctionnement normal des conseils d'entreprise sera assuré par la publication d'arrêtés réglant la communication des documents à ces organismes.

L'association des forces de travail à la gestion nationale ainsi réalisée, demande à être complétée par [illegible] du statut des réviseurs d'entreprises et l'établissement des documents comptables. Le Gouvernement prendra les mesures nécessaires pour la réalisation de ces objectifs.

L'exécution de la loi assurant l'organisation des [illegible] est en cours, et sera parachevée dans un bref délai.

Sécurité sociale.

Les travailleurs salariés et appointés ou indépendants peuvent attendre en toute confiance le développement de la politique du Gouvernement en matière de sécurité sociale.

Celle-ci visera, non seulement à sauvegarder les [illegible] en assainissant et en consolidant les secteurs de la [illegible] où un redressement s'impose, mais encore à [illegible] dispositions, notamment en matière d'assurance-vie [illegible] cations familiales.

En ce qui concerne les pensions de vieillesse, le Gouvernement est conscient de la nécessité d'améliorer la situation des travailleurs indépendants. Il est prêt à demander au pays un nouvel effort en leur faveur, mais il conviera les intéressés à [illegible] contributions mêmes.

Lorsque ces dispositions seront prises, il reverra, à ce même point de vue, le statut des travailleurs salariés et appointés.

Le Gouvernement s'attachera à trouver une solution raisonnable au problème posé par la situation des bénéficiaires d'une allocation d'estropié et mutilé qui, parvenant à l'âge de la pension, se voient imposer une diminution sensible de leurs ressources.

Dans le domaine des allocations familiales, le Gouvernement demandera au Parlement de reprendre l'examen du projet de loi n° 121, destiné à assurer l'équilibre financier du secteur des allocations familiales aux travailleurs salariés.

La législation réglant les allocations familiales aux travailleurs indépendants sera améliorée. Des allocations de naissance seront octroyées à partir du 1er janvier 1951.

En outre, le Gouvernement étudiera la revision de la loi sur les accidents du travail en s'inspirant des conclusions de la commission spéciale qui a étudié ce problème.

Dans le domaine des relations entre travailleurs et chefs d'entreprise, le Gouvernement hâtera l'institution du « Conseil national du Travail », qui sera au travail ce que le « Conseil central de l'Economie » est à l'économie, et qui prendra ainsi la place de l'actuel « Conseil paritaire général ».

Le Gouvernement appuiera la revision de la législation en matière de contrats de travail, d'emploi et d'apprentissage.

Santé, famille.

Encouragé par les résultats déjà obtenus dans ce domaine, le Gouvernement est décidé à poursuivre une politique ferme et efficace en matière de logement en donnant leur rendement maximum aux dispositions légales qui règlent l'octroi de primes à la construction et la distribution de crédits à la Société nationale des Habitations & Logements à bon marché, et en étendant et prolongeant leurs effets. Il prendra des dispositions pour assurer aux sociétés chargées de consentir les prêts sollicités les liquidités indispensables.

Le Gouvernement entend ainsi apporter une solution durable au problème du logement et à l'amélioration des conditions d'habitation de la population.

Il se propose de favoriser l'extension des réseaux de distribution d'eau potable dans tout le pays. La loi du 11 mars 1950 sur la protection des eaux contre la pollution recevra sa pleine application.

Dans le domaine de la médecine préventive et curative aucun effort ne sera épargné pour aboutir à des résultats substantiels : un projet de loi réformant l'inspection médicale scolaire sera soumis aux Chambres législatives et des commissions d'assistance publique recevront les subsides nécessaires à la construction et à l'aménagement d'hôpitaux et d'établissements pour enfants et pour vieillards.

En matière d'assistance un projet de loi modifiant la loi de 1891 sur l'assistance publique sera prochainement déposé sur le bureau des Chambres.

Le Gouvernement ne perd pas de vue l'effort qui doit encore être fait en matière d'éducation physique et des sports. Il veillera particulièrement à généraliser un contrôle médical sérieux pour que la pratique des sports soit mieux adaptée aux conditions physiques des individus.

Enfin, le Gouvernement est résolu à poursuivre une politique familiale soutenue, notamment en faveur des jeunes ménages et des familles nombreuses. Cette politique, pour être efficace et complète, doit être poursuivie simultanément dans plusieurs domaines relevant de départements ministériels différents. Le Gouvernement suscitera entre les divers départements intéressés une collaboration constante en vue d'obtenir dans cette voie le maximum de rendement.

Enseignement.

Aucune politique de prospérité n'aurait de sens si elle n'avait pour but et pour résultat l'épanouissement de la condition humaine.

Les progrès antérieurs réalisés par le perfectionnement de la technique et de la qualification des travailleurs ont permis de faire accéder à une retraite rétribuée les personnes âgées de 65 ans, de limiter le temps de travail des ouvriers, d'assurer l'enseignement obligatoire de la jeunesse jusque 14 ans.

Le Gouvernement estime que les récents progrès matériels doivent s'accompagner d'une nouvelle amélioration du sort des travailleurs; c'est la jeunesse qu'il faut faire bénéficier de ces libérations possibles des forces du travail, en la préparant mieux à la vie.

Dans cet esprit, le Gouvernement envisage une prolongation de la scolarité, qui assure à tous les garçons une éducation complémentaire d'ordre civique et une meilleure aptitude générale au travail; pour les filles, les programmes correspondants accentueraient la préparation féminine aux tâches ménagères et maternelles du foyer.

La prolongation de la scolarité s'insère dans le cadre d'une organisation générale de l'enseignement national, qui doit se traduire par la mise au point du statut organique des différents secteurs de cet enseignement. Dans cette œuvre, le Gouvernement veut se fonder sur quelques principes essentiels.

Le premier de ces principes est le respect des attributions normales des communautés locales et intermédiaires dans le domaine de l'enseignement créé par les pouvoirs publics; par sa nature même l'enseignement primaire y relève au premier chef des communes, tandis que l'enseignement technique par ses incidences régionales, postule une structure décentralisée; c'est enfin à l'Etat qu'appartient, à cause de leur portée générale, l'organisation des enseignements officiels moyen et supérieur.

Le deuxième principe qui nous guide est celui de l'harmonieux développement de nos deux cultures. Il suppose entre autres l'application loyale de la législation sur l'emploi des langues dans l'enseignement.

Enfin, le Gouvernement est profondément attaché au principe du pluralisme, tenant compte de la coexistence dans notre pays de l'enseignement officiel et de l'enseignement libre.

Il s'engagera nettement dans la voie d'une solution de la question scolaire. Répudiant tout esprit partisan, il désire promouvoir l'entente nationale sur le terrain scolaire, dans le respect de la personne des enfants et de la liberté des parents. Dans ce but, il marquera sa sollicitude à la fois pour l'enseignement officiel et pour l'enseignement libre, et veillera à ce qu'une saine émulation règne entre ces deux branches indispensables du système éducatif national.

L'enseignement créé par les pouvoirs publics disposera pour l'exercice de sa haute mission, de tous les moyens nécessaires et notamment d'un personnel de qualité, recruté en raison de ses aptitudes.

Quant à l'enseignement libre, la situation qui doit lui être faite au sein de la nation repose avant tout sur la nécessité d'assurer aux parents une liberté non théorique mais réelle dans le choix de l'éducation qu'ils veulent donner à leurs enfants. C'est dans cette perspective que pour l'enseignement moyen entre autres, le Gouvernement recherchera une solution permettant aux parents d'exercer effectivement ce droit que tous les Belges de bonne foi doivent leur reconnaître.

Dans le cadre de ce programme d'ensemble, le Gouvernement a l'intention de provoquer le règlement immédiat de questions depuis longtemps pendantes et qui requièrent d'urgence une solution. Au premier plan de ces questions figurent la situation de l'enseignement technique agréé et le traitement des instituteurs primaires.

Pour l'enseignement technique agréé les engagements des Gouvernements antérieurs seront exécutés dans le délai le plus bref.

L'amélioration de la situation pécuniaire du personnel et l'agréation des écoles remplissant les conditions réglementaires requises se feront sans préjudice de la revision générale à laquelle il sera procédé ultérieurement au sujet de l'enseignement technique tant dans son organisation interne que dans ses rapports avec les autres branches de l'enseignement.

Quant aux instituteurs primaires, le Gouvernement remettra immédiatement sur le chantier les projets antérieurs tendant à améliorer leur situation matérielle, après avoir consulté les organisations syndicales intéressées.

Reconnaissance nationale.

Le Gouvernement restera attentif au sort de ceux qui ont sacrifié le meilleur d'eux-mêmes au salut de la patrie.

Il entend que le pays leur manifeste d'une manière tangible la gratitude à laquelle ils ont droit.

Il accélérera la mise au point et l'application des divers statuts de reconnaissance nationale.

Régime linguistique.

Le Gouvernement aura le souci de promouvoir l'épanouissement complet de nos deux cultures nationales.

Il sera heureux d'accueillir les suggestions qui lui seraient soumises par le centre constitué pour l'étude des problèmes wallons et flamands, en vue d'une solution durable et harmonieuse des relations entre nos différentes communautés régionales.

Il veillera au strict respect et à l'application effective des lois linguistiques dans tous les secteurs de la vie publique. En ce qui concerne plus particulièrement les administrations centrales, un plan sera élaboré pour réaliser progressivement l'équilibre linguistique dans une période déterminée.

Le Gouvernement proposera l'institution d'une commission parlementaire pour examiner les résultats contestés du recensement du 31 décembre 1947 et pour rechercher une solution acceptable au problème de la frontière linguistique.

Justice.

De plus en plus, l'administration de la justice doit se pénétrer d'un souci d'ordre social.

Cette préoccupation doublée des devoirs qu'impose le sens de la communauté nationale, doit inspirer l'œuvre de la répression.

Cette œuvre nécessaire est arrivée au stade où les exigences rigoureuses de la justice s'équilibrent par l'exercice du droit de grâce et de la libération conditionnelle.

Le Gouvernement veillera à faire une application judicieuse de ces moyens. Le nombre des condamnés détenus du chef d'infractions à la sûreté de l'Etat demeure au 10 juin 1950, de 4,367 hommes et 271 femmes. Dans l'examen des mesures individuelles, il va de soi qu'une sévère discrimination sera faite entre les auteurs des crimes les plus odieux et ceux dont on peut attendre un redressement à la fois civique et moral, permettant leur réintégration dans la vie familiale et nationale.

Cette étape sera franchie sans heurts si tous les bons citoyens, sur lesquels la patrie en danger a pu compter dans sa lutte pour son existence, apportent un concours compréhensif à l'action des autorités responsables.

Le sort de la jeunesse retiendra toute l'attention du Gouvernement et notamment celui de la jeunesse moralement abandonnée.

Les résultats de la loi du 15 mai 1912 ont prouvé l'efficacité des méthodes nouvelles pour corriger les carences et les déficiences du milieu familial. Répondant au sentiment de tous ceux qui suivent les problèmes de l'adolescence délinquante, le Gouvernement compte déposer un projet de loi qui étendra, sous certaines réserves, l'application de la loi de 1912 aux mineurs âgés de 16 à 18 ans.

* * *

Rayonnement international et défense de la paix.

Politique étrangère.

La politique étrangère de la Belgique, depuis la libération, a été conforme aux intérêts majeurs du pays et, soutenue par les trois partis nationaux, a répondu manifestement au vœu de l'immense majorité de sa population.

Le Gouvernement a la volonté d'assurer à cette politique la continuité. Les deux buts de la politique extérieure de notre pays, dictés par les aspirations profondes et par les besoins évidents du peuple belge, ont été et restent la sauvegarde de la paix dans le monde et le développement de la prospérité matérielle.

Nous avons toujours essayé de les atteindre par des méthodes inspirées d'un esprit de compréhension mutuelle et de coopération internationale. Soucieuse d'apporter sa contribution au maintien de la paix et de la sécurité internationale, la Belgique a participé activement au fonctionnement de l'organisation des Nations-Unies dès sa fondation; ensuite, dans le cadre de la Charte, elle a resserré ses liens avec les puissances occidentales, en concluant le Traité de Bruxelles et le Traité de l'Atlantique-Nord. Elle coopérera, dans toute la mesure de ses forces, à faire un rempart insurmontable à toute agression.

Cette ligne continue de pensée et d'action relie aussi l'Union économique belgo-luxemburgeoise à la mise en œuvre de Benelux et à la participation à l'O. E. C. E. et au Conseil de l'Europe.

Nous n'entendons pas dissimuler les difficultés de réalisation d'une pareille politique.

Il s'en trouve, en ce moment, auxquelles le Gouvernement est décidé à accorder une attention particulière. Nous restons plus que jamais attachés à l'idée de Benelux, et le Gouvernement fera un effort spécial pour résoudre certaines questions urgentes restées en suspens et qui, nous en sommes convaincus, peuvent être résolues selon l'intérêt commun.

De même, le succès de l'O. E. C. E. exige, dans l'intérêt de la communauté des nations, la solution de certains problèmes touchant au commerce intereuropéen. Le Gouvernement est fermement convaincu de la nécessité du développement du commerce international et de l'équilibre dans les relations économiques entre nations. Il s'efforcera toujours de favoriser l'établissement d'un régime de plus grande liberté des échanges de marchandises et des services et du mouvement des personnes.

Défense nationale.

En matière de défense nationale, les Pactes de Bruxelles et de l'Atlantique nous imposent des obligations.

Le Gouvernement fera, pour les remplir, l'effort maximum, parce qu'il est conscient de sa nécessité.

Il s'attachera également à édifier la défense propre du territoire, dont la Belgique a seule la responsabilité.

Mais ces efforts ne sont justifiés que s'ils sont mis au service d'une politique militaire réaliste et accompagnés des économies indispensables dans les domaines où elles sont possibles.

Le Gouvernement est fermement résolu à suivre cette voie.

Il veillera, d'autre part, tout spécialement à l'application de la loi linguistique au sein de l'armée.

Territoires d'outremer.

La Belgique poursuivra au Congo et au Ruanda-Urundi son effort de civilisation.

Dans le cadre de ses obligations internationales, elle maintiendra intégralement sa souveraineté et ses droits de puissance tutélaire; elle fortifiera la sécurité intérieure et extérieure.

Au point de vue politique, elle veillera à assurer l'unité congolaise sur les plans administratif, social, économique et culturel. La collaboration plus étroite des habitants des territoires d'outremer à l'étude des problèmes d'administration, par l'intermédiaire des corps consultatifs qu'une législation encore récente a développés, sera poursuivie.

En matière sociale, des textes sont en préparation, notamment ceux qui visent à étendre aux travailleurs indigènes le bénéfice d'allocations familiales. L'inspection du travail, récemment réorganisée, sera renforcée.

Les Offices des cités indigènes seront multipliés et le Fonds du bien-être indigène poursuivra vigoureusement son action en faveur des populations de la brousse.

D'une manière générale, un quadruple effort sera poursuivi pour augmenter le rendement de l'indigène par l'instruction professionnelle et la mécanisation, pour accroître ses revenus sous la forme tant du relèvement des salaires que de la valorisation des produits indigènes, pour assurer l'évolution harmonieuse des relations raciales en excluant toute discrimination qui ne serait pas justifiée par une différence nette de niveau culturel, enfin, pour associer pratiquement les populations congolaises à la réalisation en commun du haut idéal de civilisation.

L'organisation de l'enseignement pour les diverses [illegible] d'habitants, poursuivie avec le souci de respecter les [illegible] individuelles, fera l'objet d'une attention toute speciale.

En matière économique, le Gouvernement fournira [illegible] du Congo suivant le programme d'ensemble concretisé [illegible] décennal; sous le contrôle du Parlement, il réunira à cet [illegible] moyens techniques, administratifs et financiers nécessaires [illegible] à ménager les forces de la population.

Outre le développement des exportations, indispensable [illegible] pays importateur de capitaux, le Gouvernement accordera toute [illegible] attention aux mesures de nature à promouvoir les échanges intra-[illegible]. Une revision des tarifs de transport est en cours.

L'élaboration d'une comptabilité patrimoniale assurera le contrôle permanent des investissements.

La revision du statut légal de la Banque d'Emission, le contrôle bancaire et le contrôle du crédit sont à l'étude.

Le fonctionnement de la Caisse d'Epargne congolaise, récemment constituée par décret, sera mis au point.

L'œuvre civilisatrice de la Belgique en Afrique a pour meilleur auxiliaire l'action des missions. La collaboration avec celles-ci sera, comme par le passé, activement poursuivie, notamment dans le domaine de l'enseignement et du progrès social.

L'installation en Afrique d'Européens, et tout spécialement de Belges, y apportant des connaissances et des moyens pouvant servir au développement des ressources du pays et à l'éducation de ses habitants, bénéficiera de la sympathie et de l'appui du Gouvernement.

* * *

Telles sont, Mesdames, Messieurs, les directives qui guideront l'action de ce Gouvernement.

Ceux qui devront les appliquer demain, comprennent qu'ils seront les témoins de la doctrine sociale chrétienne en Belgique.

Ils s'efforceront de rester dignes de cette lourde responsabilité.

Ils affirment le respect qu'ils éprouvent pour tous ceux qui, de bonne foi, poursuivent des idéaux différents des leurs, au sein de la communauté nationale.

Ils se consacreront à gagner l'estime de tous les hommes de bonne foi à cet idéal de civilisation chrétienne, par la réalisation duquel ils aspirent à bien servir la Belgique et l'Humanité.

De Regering zal waakzaam een oordeelkundige toepassing van deze middelen maken. Het aantal gedetineerde veroordeelden wegens inbreuk op de veiligheid van de Staat, bedroeg op 10 Juni 1950, 4,367 mannen en 271 vrouwen. Vanzelfsprekend zal, bij het onderzoek van de individuele maatregelen, een streng onderscheid gemaakt worden tussen de daders van de meest verfoeilijke misdaden en degenen waarvan men een burgerlijke en zedelijke heropstanding mag verwachten, die hun inschakeling in het familiale en nationale leven mogelijk maakt.

Deze overschakeling zal waardig geschieden indien de echte burgers, waarop het in gevaar verkerende Vaderland mocht rekenen in zijn strijd om zijn bestaan, aan het werk der verantwoordelijke overheden een begrijpende medewerking verlenen.

De Regering zal niet onverschillig blijven vóór het lot der jeugd en inzonderheid vóór dat van de zedelijk verlaten jeugd.

De uitslagen van de wet van 15 Mei 1912 hebben de deugdelijkheid bewezen van de nieuwe methodes om het in gebreke blijven en de ontoereikendheid van het familiaal milieu te verbeteren. In eenklank met al degenen die zich bezighouden met het vraagstuk van de misdadige jeugd, is de Regering voornemens een ontwerp van wet in te dienen, waarbij, onder zeker voorbehoud, de toepassing van de wet van 1912 zal uitgebreid worden tot de minderjarigen van 16 tot 18 jaar.

* * *

Internationale uitstraling en verdediging van de vrede.

Buitenlandse politiek.

De buitenlandse politiek van België sedert de bevrijding was steeds afgestemd op 's Lands hoger belangen en, gesteund door de drie nationale partijen, heeft zij steeds beantwoord aan de wens van de overgrote meerderheid der bevolking.

De Regering verlangt deze politiek voort te zetten. Het dubbel doel van 's Lands buitenlandse politiek, voorgeschreven door de diepe verzuchtingen en door de klaarblijkende behoeften van het Belgische volk, was en zal steeds blijven : de vrijwaring van de vrede in de wereld en de ontwikkeling van de stoffelijke welvaart.

Dit doel werd steeds nagestreefd door methodes die steunden op een onderlinge geest van begrip en van internationale samenwerking België is er altijd om bekommerd geweest bij te dragen tot het handhaven van de vrede en van de internationale veiligheid; het heeft dan ook, dadelijk na de oprichting van de Organisatie der Verenigde Volken, actief deelgenomen aan de werking van dit organisme; vervolgens heeft het binnen het kader van het Handvest de vriendschapsbanden met de westelijke mogendheden nauwer toegehaald door het sluiten van het Verbond van Brussel en het Noord-Atlantisch Pact, dat het naar best vermogen zal helpen trachten uit te bouwen tot een onoverkomelijke vesting tegen elke aanval.

Deze continuïteit van denken en handelen inspireert ook de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie bij het in werking brengen van Benelux en bij haar medewerking aan de E. O. E. S. en aan de Raad van Europa.

Wij willen geenszins de moeilijkheden ontkennen die bij de verwezenlijking van dergelijke politiek gepaard gaan.

Aan diegene die thans oprijzen is de Regering vast besloten naar beste aandacht te wijden. Wij blijven meer dan ooit voorstanders van de Beneluxgedachte en de regering zal zich gans bijonder inspannen om een oplossing te vinden voor sommige spoedisende kwesties die hangend zijn gebleven en die, — wij zijn er stellig van overtuigd —, kunnen opgelost worden overeenkomstig het gemeenschappelijk belang.

Zo vergt ook het welslagen van E. O. E. S., ten bate van de volkerengemeenschap, de oplossing van sommige vraagstukken in verband houden met de Intereuropese handel. De Regering is er vast van overtuigd dat het nodig is de internationale handel te ontwikkelen en het evenwicht in de economische betrekkingen tussen de Naties te verwezenlijken. Zij zal zich steeds beijveren om de vestiging van een regime van vrijer verkeer van personen, goederen en diensten tot stand te brengen.

Landsverdediging.

Inzake landsverdediging leggen het Verbond van Brussel en het Atlantisch Pact ons verplichtingen op.

Bewust van haar noodzakelijkheid zal de Regering een maximale krachtsinspanning doen om ze na te leven.

Zij zal zich eveneens toeleggen op de uitbouw van de eigen verdediging van het gondgebied, waarvoor België alleen de verantwoordelijkheid draagt.

Doch deze krachtsinspanningen zijn slechts gewettigd voor zover zij ten dienste staan van een realistische militaire politiek en gepaard gaan met de onontbeerlijke besparingen, daar waar deze mogelijk zijn.

De Regering is vast besloten deze weg op te gaan.

Zij zal anderdeels gans bijzonder waken voor de toepassing van de taalwet bij het Leger.

Overzeese grondgebieden.

België zal in Congo en in Ruanda-Urundi zijn beschavingswerk voortzetten.

Binnen het kader van zijn internationale verplichtingen, zal het zijn souvereiniteit en zijn rechten van voogdijschap integraal handhaven; het zal de binnen- en buitenlandse veiligheid consolideren.

In politiek opzicht, zal het er voor waken de Congolese eenheid tot stand te brengen op administratief, maatschappelijk, economisch en cultureel gebied. Door toedoen van de adviserende lichamen, welke een nog jonge wetgeving ontwikkeld heeft, zullen de bewoners van de overzeese gebieden nauwer betrokken worden bij de studie van de beheersproblemen.

Op sociaal gebied worden teksten voorbereid, waarbij onder meer het genot der kindertoelagen tot de inlandse arbeiders zal uitgebreid worden. Het onlangs ingericht arbeidstoezicht zal verscherpt worden.

Het aantal diensten in de inboorlingenwijken zal opgevoerd worden en het Fonds voor de welstand van de inboorling zal krachtdadig zijn actie voortzetten ten bate van de bevolking der bosgewesten.

Over het algemeen zal een viervoudige krachtsinspanning gedaan worden, om het rendement van de inboorling te verhogen door de beroepsopleiding en de mechanisatie, om zijn inkomsten te vermeerderen zowel onder vorm van loonsverhoging als van valorisatie der inlandse produkten, om de harmonieuse evolutie van de betrekkingen onder de rassen te verzekeren met uitsluiting van elk onderscheid dat niet mocht verantwoord zijn door een duidelijk verschil van culturele ontwikkeling, ten slotte om de Congolese bevolking geleidelijk te betrekken in de gemeenschappelijke verwezenlijking van ons hoog beschavingsideaal.

Met de zorg voor ogen eenieders overtuiging te eerbiedigen, zal gans bijzonder aandacht worden besteed aan de organisatie van het onderwijs voor de verschillende lagen van de bevolking.

Op economisch gebied, zal de Regering Congo zijn uitrusting verstrekken volgens het gezamenlijk programma dat vastgelegd werd in het tienjarenplan; onder toezicht van het Parlement, zal zij daartoe de nodige technische, administratieve en financiële middelen samenbrengen, met inachtneming van het draagvermogen van de bevolking.

Benevens de uitbreiding van de uitvoer, die onontbeerlijk is voor een land dat kapitalen invoert, zal de Regering haar beste aandacht wijden aan de maatregelen die geschikt zijn om het interne ruilverkeer te bevorderen. Een herziening van de vervoertarieven werd ter hand genomen.

De uitwerking van een vermogensboekhouding zal een doorlopende controle der beleggingen mogelijk maken.

De herziening van het wettelijk statuut van de Emissiebank en van de bank- en kredietcontrole werd in studie genomen.

De werking van de onlangs bij decreet ingestelde Congolese Spaarkas zal gepreciseerd worden.

's Lands beschavingswerk in Afrika vindt een beste hulpkracht in de missies. De samenwerking met deze missies zal, juist zoals voorheen, actief voortgezet worden, o. m. op het gebied van het onderwijs en de maatschappelijke vooruitgang.

De nederzetting in Afrika van Europeanen en inzonderheid van Belgen die de voor de ontwikkeling van de hulpbronnen van het land en de opvoeding van zijn bewoners bevorderlijke kennis en middelen aanbrengen, zullen steeds de sympathie en de steun van de Regering genieten.

* * *

Ziedaar, Mevrouwen, Mijne Heren, de richtlijnen welke de Regering in haar actie zal volgen.

Zij die ze morgen moeten toepassen, beseffen dat zij getuigenis zullen afleggen van de Christelijke Sociale doctrine in België.

Zij zullen trachten deze zware verantwoordelijkheid waardig te blijven.

Zij betuigen hun eerbied voor al degenen die, in de schoot van de Belgische gemeenschap, te goeder trouw, idealen aankleven, welke niet de hunne zijn.

Zij zullen er zich op toeleggen om de achting te verwerven van al de mensen van goede wil voor dit Christelijk beschavingsideaal. Door de verwezenlijking van dit ideaal hopen zij zich verdienstelijk te maken, België en de Menselijkheid ten bate.

... Cent. de Raad voor het Bedrijfsleven » ten aanzien van de ...isorganisatie te en die aldus in de plaats zal komen van de ...wwoordige « Algemene paritaire Raad ».

De Regering zal een herziening bevorderen van de wetgeving op ...arbeids-, bedienden- en leerlingenovereenkomsten.

Gezondheid, gezin.

Aangemoedigd door de uitslagen, die ten deze reeds verwezenlijkt werden, staat de Regering er op een flinke en doeltreffende politiek inzake woongelegenheden te voeren door een maximale werkkracht te geven aan de wetsbepalingen tot regeling van het verlenen van bouwpremiën, van het uitreiken van kredieten aan de Nationale Maatschappij voor Goedkope Woningen en Woongelegenheden en door de werking ervan uit te breiden en te verlengen. Zij zal maatregelen treffen om aan de Kredietmaatschappijen de nodige likwiditeiten te verstrekken. De Regering hoopt aldus een duurzame oplossing te geven aan het woningvraagstuk en aan de verbetering van de huisvestingsvoorwaarden der bevolking.

Zij neemt zich voor de uitbreiding van de waterdistributie over het ganse land te bevorderen. De wet van 11 Maart 1950 op de bescherming der wateren tegen verontreiniging zal haar volle toepassing krijgen.

Inzake preventieve en curatieve geneeskunde zal geen moeite gespaard worden om te komen tot substantiële uitslagen : een wetsontwerp tot hervorming van het geneeskundig schooltoezicht zal aan de Wetgevende Kamers voorgelegd worden en commissiën van openbare onderstand zullen de nodige subsidiën bekomen voor het bouwen en het uitrusten van gasthuizen en instellingen voor kinderen en ouden van dagen.

Op het gebied van de onderstand zal eerlang op het bureau van de Kamer een wetsontwerp worden neergelegd tot wijziging van de wet van 1891 op de openbare onderstand.

De Regering verliest niet uit het oog wat er nog dient gedaan op het gebied van lichamelijke opvoeding en sport. Zij zal er inzonderheid voor waken een algemene en ernstige geneeskundige controle in te stellen opdat het beoefenen van de sport beter zou aangepast zijn aan de lichaamsvoorwaarden der beoefenaars.

Ten slotte is de Regering vast besloten een actieve gezinspolitiek te voeren, onder meer ten bate van de jonggehuwden en van de grote gezinnen. Opdat dergelijke politiek doeltreffend en volledig zou zijn, moet zij gelijktijdig doorgevoerd worden op verschillende gebieden die tot de bevoegdheid van meerdere ministeriële departementen behoren. De Regering zal onder de verschillende betrokken departementen een vaste samenwerking tot stand brengen om ten deze tot een maximum-rendement te komen.

Onderwijs.

De welvaart-politiek zou geen betekenis hebben indien zij uiteindelijk niet liedde tot een verheffing van de mens.

De reeds geboekte vooruitgang inzake verbetering van de techniek en de scholing van de arbeiders heeft het mogelijk gemaakt de personen vanaf hun 65 jaar toe te laten tot een bezoldigde inrustestelling, de arbeidsduur voor de werklieden te beperken en de schoolplicht tot 14 jaar voor de jeugd in te voeren.

De Regering is de mening toegedaan dat de jongste stoffelijke vooruitgang moet gepaard gaan met een nieuwe verbetering van het lot der arbeiders; de bereikte resultaten moeten ten goede komen aan de jeugd, door ze beter voor te bereiden voor het leven.

In deze geest, overweegt de Regering een verlenging van de schoolplicht die aan de jongens een aanvullende burgerlijke opvoeding en een betere algemene geschiktheid tot het werk zal bezorgen; voor de meisjes zal het programma de vrouwelijke voorbereiding tot de taak van huishoudster en moeder beklemtonen.

De verlenging van de schoolplicht situeert zich in het kader van een algemene organisatie van 's Lands onderwijs moet tot uiting komen door de bijwerking van het organiek statuut der verschillende sectoren van dit onderwijs. Bij het volbrengen van deze taak wil de Regering steunen op enige essentiële principes.

Het eerste dezer principes is de nakoming van de normale bevoegdheden van de plaatselijke en tussenliggende gemeenschappen op het gebied van het onderwijs ingesteld door de openbare machten; in dit kader ressorteert het Lager Onderwijs, door zijn aard zelf, in de eerste plaats onder de gemeenten, terwijl het Technisch Onderwijs, wegens de gewestelijke inwerking, een gedecentraliseerde structuur onderstelt. Eindelijk ligt het in de bevoegdheid van de Staat de organisatie van het officieel Middelbaar- en Hoger Onderwijs te verzekeren.

Het tweede principe steunt op de harmonieuse ontwikkeling van beide culturen. Het veronderstelt onder andere de loyale toepassing van de wetgeving op het gebruik der talen in het Onderwijs.

Ten slotte is de Regering ten zeerste verknocht aan het principe van het pluralisme en houdt zij rekening met het nevens elkaar bestaan, in ons land, van het officieel en het vrij onderwijs.

Zij zal vastberaden de weg opgaan van een oplossing der schoolkwestie. Wars van elke partijdige geestesgesteldheid, wenst zij de nationale eendracht op onderwijsgebied te bevorderen met inachtneming van de eerbied voor het kind en de vrijheid der ouders. Met dit doel zal haar zorg gaan zowel naar het officieel als naar het vrij onderwijs en zal zij er voor waken dat een gezonde wedijver tot stand komt tussen deze beide onontbeerlijke takken van het nationaal opvoedingssysteem.

Het door de openbare machten ingesteld onderwijs zal, voor de uitoefening van zijn hoge opdracht, kunnen beschikken over al de nodige middelen en onder meer over een uitgelezen personeel, aangeworven op grond van zijn bekwaamheid.

De behandeling die aan het vrij onderwijs zal toegedacht worden zal hoofdzakelijk steunen op de noodzakelijkheid aan de ouders niet alleen een theoretische, maar ook een werkelijke vrijheid te verlenen bij de keuze van de opvoeding die zij aan hun kinderen wensen te geven. Van dit standpunt uit zal de Regering, onder meer voor het middelbaar onderwijs, een oplossing zoeken waarbij aan de ouders de mogelijkheid wordt verschaft, werkelijk gebruik te maken van dit recht, dat alle Belgen van goede wil hun moeten toekennen.

In het kader van dit gezamenlijk programma heeft de Regering het inzicht de onmiddellijke regeling uit te lokken van kwesties die sedert lang hangend zijn en die een onverwijlde oplossing vergen. In de eerste plaats komt onder deze punten voor de toestand van het erkend technisch onderwijs en de wedderegeling voor het lager onderwijzend personeel.

Op het stuk van het erkend technisch onderwijs, zullen de verbintenissen van de vroegere Regeringen in de kortst mogelijke tijd uitgevoerd worden.

De verbetering van de geldelijke toestand van het personeel en de erkenning van de scholen, die voldoen aan de reglementaire vereisten, zullen verwezenlijkt worden, onverminderd de algemene herziening waartoe later in het kader van het technisch onderwijs zal overgegaan worden, zowel wat betreft de innerlijke organisatie er van, als zijn verhoudingen tegenover de andere onderwijstakken.

Wat de lagere onderwijzers betreft, zal de Regering dadelijk de vroegere ontwerpen tot verbetering van hun stoffelijke toestand terug ter hand nemen, na de betrokken syndicale organisaties geraadpleegd te hebben.

Nationale erkentelijkheid.

De Regering zal steeds bekommerd zijn over het lot van hen die het beste van zich zelf hebben gegeven voor het heil van het Vaderland.

Zij stelt er prijs op dat het Land hun op voelbare wijze de dank betuigt waarop zij recht hebben.

Zij zal de bijwerking en de toepassing van de verschillende statuten der nationale erkentelijkheid bespoedigen.

Taalstelsel.

De Regering zal zich inspannen om de volledige opbloei van onze twee nationale culturen te bevorderen.

Zij zal steeds gevoelig zijn voor de suggesties die haar mochten voorgedragen worden door het Centrum ingesteld voor de studie der Vlaams-Waalse vraagstukken, met het oog op een duurzame en harmonieuse oplossing van de betrekkingen tussen onze verschillende gewestelijke volksgroepen.

Zij zal er op staan dat de taalwetten in al de sectoren van het openbaar leven geëerbiedigd en daadwerkelijk toegepast worden. Inzonderheid in verband met de centrale besturen, zal een plan uitgewerkt worden om geleidelijk het taalevenwicht binnen een bepaalde termijn te verwezenlijken.

De Regering zal de oprichting van een Parlementaire Commissie voorstellen om de betwiste uitslagen van de volkstelling van 31 December 1947 te laten onderzoeken en een aanneembare oplossing voor het taalgrensprobleem op te sporen.

Justitie.

Van langsom meer moet de rechtsbedeling een sociale inslag krijgen.

Deze zorg, gekoppeld aan de plichten die opgelegd worden door het nationaal samenhorigheidsgevoelen, moet voorzitten bij het werk der repressie.

Dit werk, dat noodzakelijk was, heeft het stadium bereikt waar de dwingende eisen van het recht in evenwicht komen door de uitoefening van het genaderecht en de voorwaardelijke invrijheidstelling.

Bij het tweede aspect zal zij de politiek van openbare werken laten gepaard gaan met een welgeordende politiek van tewerkstelling. Zij zal ten deze steunen op de medewerking van de ondergeschikte machten. Zij zal de procedure tot uitvoering der werken lenigen om aldus het tempo er van te versnellen.

Wederopbouw.

De vergoeding van de oorlogsschade aan personen en aan goederen heeft een rechtvaardige en gewettigde voorrang. De Regering zal de van kracht zijnde procedure sneller en leniger maken. Dit veronderstelt een aanpassing van de wetgeving alsmede een herinrichting van sommige administratieve diensten.

De fondsen van de Zelfstandige Kas voor Oorlogsschade zullen met versneld tempo aangewend worden. Het genot van de vrijgeving van de lening der muntsanering zal geleidelijk tot nieuwe categorieën van betrokkenen uitgebreid worden.

Financiën en munt.

De verwezenlijking van al deze doelstellingen onderstelt de ontwikkeling van het spaarwezen dat op zijn beurt steunt op een gezond beheer van de openbare financiën en op de integriteit van de munt.

Het algemeen financieel evenwicht van het land maakt een geheel uit waarvan het begrotingsevenwicht een der bestanddelen is.

Op monetair gebied is het land, na lange krachtsinspanningen gekomen tot een vast evenwicht tussen prijzen en lonen enerzijds en de betalingsmiddelen anderzijds. De betalingsbalans sluit. De Regering zal zich verzetten tegen alle maatregelen van deflatorische of inflatorische aard die dit evenwicht zouden kunnen storen.

In dit kader zullen de pogingen van de Regering er op gericht zijn het productief spaarwezen onder de verschillende vormen, die het kan aannemen, uit te breiden.

Zij zal aan het Parlement een ontwerp van wet voorleggen houdende toekenning aan de Staat, zoals dit de regel is, van de opbrengst der herwaardering van het goudincasso en de deviezen der Nationale Bank van België. Zij beoogt, door middel van het provenu der herwaardering, een thesauriereserve aan te leggen, die naar gelang van de evolutie van de economische toestand zal kunnen aangewend worden voor de financiering van productieve werken of de terugbetaling van de Rijksschuld.

Het evenwicht van de gewone begroting zal werkelijk en oprecht verzekerd worden. Het is onontbeerlijk dat de wijze bepaling van de wet van 5 Mei 1846 werkelijk zou nagekomen worden, waar zij voorschrijft dat « alle kredietaanvraag gedaan buiten de jaarlijkse uitgavenwetten, de middelen moet opgeven die voor de aangevraagde kredieten zullen gebruikt worden ».

De inkrimping van de administratieve uitgaven zal actiever doorgevoerd worden. Met de medewerking van de Gemengde Commissie, ingesteld bij de wet van 1 Juni 1949, zullen de uitgaven van de Staat aan een kritisch onderzoek onderworpen worden ten einde de gegrondheid van hun bestaan en hun toepassingsmodaliteiten aan de absoluut noodzakelijke behoeften aan te passen.

De financiële sanering van verschillende sectoren uit het bedrijfsleven, die nog belangrijke subsidiën van de Staat opslorpen, zal voltooid worden.

Inzake belastingen zal de Regering binnen afzienbare tijd de algemene hervorming der inkomstenbelastingen tot een goed einde brengen. Deze hervorming die zal steunen op het baanbrekend werk, tot stand gebracht door de vorige Regeringen, zal uitgaan van enige hoofdgedachten : noodzakelijkheid om een voor de economie gunstig klimaat te scheppen, fiscale rechtvaardigheid waarbij de lasten volgens het individueel draagvermogen zullen verdeeld worden, vereenvoudiging in de mate dat de onontbeerlijke maatschappelijke, economische en familiale inslag van het belastingwezen dit toelaat.

In een zelfde geest beoogt de Regering een vereenvoudiging der verbruiksbelastingen en der belastingen op de juridische omloop der goederen.

Enige spoedeisende maatregelen dringen zich dadelijk op : onder voorbehoud van een meer uitgesproken familiale aanpassing, zal het Parlement geroepen worden zonder verwijl uitspraak te doen omtrent een ontwerp van wet houdende bekrachtiging van de op 1 Januari 1950 van toepassing gestelde berekeningstabel der aan de bron geïnde belastingen, waarbij benevens een ruime perequatie van de vrijgestelde minima verschillende ontlastingen ten bate van de kleine en gemiddelde belastingbetalers doorgevoerd worden.

Het wetsontwerp zal, voor het dienstjaar 1951, eveneens sommige verbeteringen omvatten van de samengeschakelde wetten betreffende de inkomstenbelastingen waarvan de inwerkingtreding niet verder mag uitgesteld worden.

De vereenvoudiging en de rationalisatie van de belastingsprocedure zal nagestreefd worden ten einde de vertraging in de behandeling van de betwiste zaken inzake rechtstreekse belastingen te achterhalen.

De vereffening van de sequesters en de oorlogsorganismen, onder meer de Emissiebank, zal geschieden volgens modaliteiten die eerlang aan het Parlement zullen voorgesteld worden.

Maatregelen zullen genomen worden opdat de vertraging, ontstaan door de oorlog in het overleggen van de algemene rekeningen, snel aangezuiverd worde.

De effecten van de muntsaneringslening, die voortkomen van de geblokkeerde munttegoeden van October 1944, zijn een andere nasleep van de oorlog. De Regering zal zich beijveren de middelen op te sporen om de betaling er van te bespoedigen.

* * *

Maatschappelijke, culturele en zedelijke vooruitgang.

De sociale politiek van de Regering zal de waardigheid van de menselijke persoon in de economische organisatie bevestigen en de vooruitgang van de maatschappelijke zekerheid en van het gezinsstatuut, alsmede de ontwikkeling van het intellectuele leven, ten doel hebben.

Organisatie van het bedrijfsleven.

Het gebouw waarvan de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven de grondslag is, zal voltooid worden door de spoedige instelling van de bedrijfsraden. De normale werking van de ondernemingsraden zal verwezenlijkt worden door de bekendmaking van beslui houdende regeling van de medezeggenschap der bescheiden aan deze organismen.

De deelname van de arbeid aan het beheer van 's lands bedrijfsregeling aldus verwezenlijkt zijnde, zal dienen overgegaan te worden tot het vastleggen van het statuut der bedrijfsrevisoren en de regeling van het opmaken van klare en oprechte boekhoudkundige gegevens. De Regering zal de nodige initiatieven nemen tot verwezenlijking van deze doeleinden.

De uitvoering van de wet houdende regeling van de organisatie van de Middenstand heeft een aanvang genomen en zal eerlang geheel klaar zijn.

Maatschappelijke zekerheid.

De loon- en weddetrekkende alsmede de onafhankelijke werknemers mogen met volle vertrouwen de ontwikkeling van de Regeringspolitiek op het stuk der maatschappelijke zekerheid te gemoet zien.

Deze politiek zal er niet alleen naar streven de verkregen voordelen te handhaven, door sanering en versteviging van de sectoren der maatschappelijke zekerheid waar een hervorming geboden is, maar zij zal oog een verbetering van sommige bepalingen op het oog hebben, onder meer inzake ouderdomsverzekering en de kindertoelagen.

Wat de ouderdomspensioenen betreft, is de Regering er zich van bewust dat het nodig is de toestand van de onafhankelijke arbeiders te verbeteren. Zij is bereid aan het land een nieuwe krachtsinspanning te vragen te hunnen gunste, doch zij zal de betrokkenen verzoeken ook hun bijdrage te storten.

Wanneer bedoelde bepalingen zullen genomen zijn, zal zij van dit zelfde standpunt uit het statuut der loon- en weddetrekkenden herzien.

De Regering zal er zich op toeleggen om een redelijke oplossing te vinden voor het vraagstuk dat gesteld wordt door de toestand van de verkrijgers ener toelage van gebrekkige of verminkte; immers wanneer deze personen de leeftijd der oppensioenstelling bereiken wordt hun een gevoelige vermindering van inkomsten opgelegd.

Op het gebied der kindertoelagen zal de Regering het Parlement verzoeken opnieuw het onderzoek aan de vatten van het wetsontwerp nr 121, dat voor doel heeft het financieel evenwicht te verwezenlijken in de sector der kindertoelagen aan de loontrekkenden.

De wetgeving betreffende de kindertoelagen aan de onafhankelijke werknemers zal verbeterd worden. Geboortetoelagen zullen toegekend worden vanaf 1 Januari 1950.

De Regering zal bovendien de herziening van de wet op de arbeidsongevallen in studie nemen, met inachtneming van de conclusiën der Bijzondere Commissie die dit vraagstuk heeft bestudeerd.

Op het gebied der betrekkingen tussen arbeiders en bedrijfsleiders, zal de Regering de instelling bespoedigen van de « Nationale Arbeidsraad », die ten aanzien van het arbeidswezen zal

de maatschappelijke, culturele en zedelijke vooruitgang;
de internationale uitstraling en de verdediging van de vrede.

Ontwikkeling van de volkswelvaart.

Buiten alle interventionistische of liberale doctrines zal de Regering op economisch gebied een realistische politiek van oriëntering en steunverlening voeren. Zij zal trachten de gunstigste voorwaarden voor de opbloei van de private initiatieven en krachtsinspanningen in het leven te roepen, terwijl zij dit werk zal aanvullen door haar eigen actie voor de daadwerkelijke verwezenlijking van de grootste welvaart der gemeenschap.

Zij is de mening toegedaan dat, in een democratie, een der grote verantwoordelijkheden bestaat in het bevorderen van de optimale tewerkstelling, met eerbiediging van de individuele vrijheid en de maatschappelijke rechtvaardigheid.

Op het ogenblik dat de Regering het beleid in handen neemt, stelt zij vast, eensdeels dat de Belgische economische bedrijvigheid de in de voorbije jaren bereikte recordprestaties benadert en dat anderdeels de werkloosheid, niettegenstaande de uitslagen die reeds door een krachtdadige tewerkstellingspolitiek werden verwezenlijkt, zich nog steeds handhaaft op het peil dat op hetzelfde tijdstip in 1949 werd bereikt.

En toch moet het klaar gezegd worden dat er in België geen enkel teken bestaat dat wijst op deflatie, om het even of men dit woord verstaat als een deflatie van de vraag of een deflatie van de munt.

De verklaring van de werkloosheid dient dus gezocht in dieper, en bij volg ook ernstiger oorzaken.

Afgezien van bijzondere omstandigheden die eigen zijn aan zekere bedrijvigheden of die hun oorsprong vinden in de kenmerken van de ten deze geldende Belgische wetgeving, is de werkloosheid hoofdzakelijk veroorzaakt door het feit dat de opvoering van de individuele productiviteit niet gepaard ging met een gelijkmatige ontwikkeling van het nationaal goederenpakket, wegens het uitblijven van een uitzetting van de buitenlandse handel en van de binnenlandse beleggingen. Met andere woorden, de Regering heeft af te rekenen met een vraagstuk van tewerkstelling dat niet zozeer voortspruit uit een achteruitlopen van de Belgische economische conjunctuur, dan wel uit de evolutie van de economische structuur in het land, in Europa en zelfs in de wereld.

De Regering zal er naar streven in de opbloei van de volkshuishouding het middel te vinden om de werklozen arbeidsgelegenheid te verschaffen en, tevens op het gebied van de internationale mededinging, het peil der inkomsten en het vooruitstrevend karakter van de sociale wetgeving te behouden.

Over de verdelingsvraagstukken heen, die de mensen scheiden, is er de opbouw van het nationaal inkomen dat ze verenigt.

Voor dit werk doen we beroep op gans het land.

Deze actie zal gevoerd worden op het binnenlands en op het buitenlands plan.

Landbouw.

De Regering is zich ten volle bewust van de primordiale rol die de landbouw speelt in het geheel van de volkshuishouding.

Van stonde aan heeft de technische vooruitgang, die verwezenlijkt werd door de landbouwbevolking, geleid tot een opvoering van het rendement, derwijze dat in sommige sectoren de opbrengst de behoeften van de binnenlandse markt te boven gaat en afzet moet vinden in het buitenland.

De Regering zal dan ook een politiek voeren die de gewettigde belangen van de landbouw op de binnenlandse markt zal verdedigen en tevens de gunstigste voorwaarden zal verzekeren voor de uitvoer van de overtollige voortbrengst. Terwijl zij, onder meer in het kader van de totstandkoming van de Economische Unie met Nederland, de noodzakelijke maatregelen tot vrijwaring van de rentabiliteit van de landbouw zal handhaven, zal zij het wetenschappelijk onderzoek tot verbetering van de voortbrengstvoorwaarden op landbouwgebied steunen en uitbreiden en tevens door een aangepaste kredietpolitiek de uitrusting der landbouwbedrijven aanmoedigen.

Zij zal de stelselmatige studie van het ruilverkeer der landbouwproducten voortzetten.

Nijverheid.

De sanering van de steenkoolnijverheid maakt een der hoofdvoorwaarden uit voor de leefbaarheid van heel het nijverheidsapparaat van het land.

Op dit gebied zal de Regering de door de vorige Regering gevolgde politiek voortzetten.

Zij zal daartoe de nodige wetgevende maatregelen voorstellen : aanpassing van het waarborgfonds voor mijnschade, wetsontwerpen houdende wijziging van de mijnwetten om de administratieve formaliteiten die vervallenverklaringen en ruilverkavelingen van vergunningen voorafgaan, te vergemakkelijken.

Anderdeels om de steenkoolnijverheid in staat te stellen de nodige aanpassing van de kolenprijzen te ondergaan, zal zij de wederuitrusting der mijnen in de hand werken door de kredietpolitiek, die reeds gevoerd werd door de toekenning van een gedeelte der Marshallfondsen, nieuwe hulpmiddelen te verschaffen.

De fundamentele verbetering van de economische uitrusting van het land zal opgevoerd worden door een actieve beleggingspolitiek die onder meer tot uiting zal komen door een vermindering van de rentevoet.

Middenstand.

De middenstand vindt in deze verklaring een reeks voorstellen die zijn toestand consolideren en de eminente rol bevestigen die hij speelt in het sociale en economische leven : de plaats die aan de middenstand zal ingeruimd worden in de wetten tot organisatie van het bedrijfsleven is de beste waarborg voor zijn toekomst. Bovendien beoogt de Regering een verbetering van de kredietmogelijkheden ten behoeve van de kleine en halfgrote bedrijven, alsmede van hun toekenningsvoorwaarden.

Binnenlandse handel.

Een krachtsinspanning die zich het meest gebiedend opdringt te zake van de aanpassing van de volkshuishouding tegenover de momentele noodwendigheden doet zich voor in de sector van het ruilverkeer. De Regering neemt zich voor aan de Wetgevende Kamers een geheel van bepalingen voor te stellen, die geschikt zijn om dit verkeer te bevorderen : hervorming van het handelsregister, wet inzake de handelshuurovereenkomsten, instelling van een nationaal waarborgmerk en wetgeving tot verzekering van de loyale handelsverrichtingen en de bescherming van de verbruiker.

Buitenlandse handel.

Deze binnenlandse actie moet aangevuld worden door een nieuwe krachtsinspanning bij de uitvoer.

De Regering zal, voor zover 's Lands middelen het toelaten, medewerken aan alle initiatieven die de uitbreiding van de internationale handelsbetrekkingen kunnen bevorderen met inachtneming nochtans van het evenwicht dat tussen de gezamenlijke in- en uitvoer moet behouden blijven.

Zij zal de pogingen van de Belgische voortbrengst steunen en, desnoods uitlokken, door overheidsinitiatieven om 's Lands traditionele afzetgebieden ontwikkelen en nieuwe markten te veroveren. Zij zal haar steun verlenen aan een actieve kredietpolitiek bij de uitvoer die er op gericht is, ten bate van 's Lands internationale uitstraling, een zo goed mogelijk gebruik te maken van de medewerking van de bank- en financiële instellingen alsmede van de techniek van de nationale delcrederedienst.

Verkeerswezen.

De Regering zal verder de sanering doorvoeren van de National Maatschappij van Belgische Spoorwegen, onder meer op financieel gebied.

Zij zal bij het Parlement wetsontwerpen indienen tot vestiging van een nieuw statuut voor de maatschappijen der tramwegen waarvan de vergunningen verstreken zijn.

De coördinatie van het vervoer zal nagestreefd worden met het vast opzet een harmonieuze oplossing te bereiken voor de betrokken belangen in het kader van de volkshuishouding.

Een nieuw statuut voor de radio-omroep zal onverwijld aan het Parlement voorgelegd worden. Het zal er toe strekken de prestaties te verbeteren welke het publiek uit de verschillende gewesten van het land van deze dienst verwacht. De Regering blijft niet onverschillig voor de ontwikkeling van de vraagstukken die verband houden met de televisie.

De toeristische nijverheid heeft in ons land een plaats ingenomen die niet meer betwist wordt. Dit belang zal nog toenemen naarmate het internationaal personenverkeer vrijer wordt en de levensstandaard der volken stijgt. De Regering stelt er prijs op deze nijverheidstak met al de haar ter beschikking staande middelen aan te moedigen, onder meer door de waarde van onze nationale toeristische rijkdommen te doen gelden en door een ruim opgevatte publiciteit in binnen- en buitenland.

Openbare werken.

De politiek van openbare werken streeft thans een dubbel doel na : 's Lands economische en sociale uitrusting verbeteren en de werkloosheid bestrijden.

Bij het eerste opzet zal de Regering streven naar de verbetering van de haveninitrusting, de waterwegen en het wegennet, om aldus het opvoeren van het economisch potentieel van het land, zonder onderscheid van gewest, mogelijk te maken in het kader van de Europese economie.